

Droit, Economie, Gestion Mention : Science politique

Spécialité : Droit de la distribution et des contrats d'affaires

RNCP7349 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903, K2401, K2108
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

<http://www.univ-montp1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le juriste spécialisé en droit des contrats est chargé d'élaborer ou de critiquer les formules contractuelles.

- Il analyse les besoins économiques exprimés par le demandeur de contrats.
- Il examine les formules les plus appropriées à la satisfaction de ses besoins.
- Il utilise les bases de données en matière contractuelle, réglementaire et jurisprudentielle.
- Il rédige les actes juridiques correspondants.
- Il analyse les actes qui lui sont soumis en termes de validité et d'efficacité.
- Il dirige le travail de rédacteurs de contrats.
- Il dirige les actions judiciaires intéressant la formation ou les effets des contrats.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Il est capable de : - traiter l'information juridique : recherche documentaire, recherche de jurisprudence, recherche doctrinale...

- dégager des solutions juridiques à partir de l'information collectée
- rédiger des conclusions, des clauses, des contrats, des consultations
- utiliser et à créer des modes de traitement de l'information : logiciel de traitement des contrats, fichier d'actes juridiques...
- diriger des recherches, des échanges, des actions en matière juridique

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire du Master Droit de la distribution et des contrats d'affaires exerce dans un cabinet d'avocats, dans une entreprise ou une administration auprès d'une juridiction.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Il peut prétendre aux métiers suivants, sous réserve, pour certains d'entre eux, d'avoir satisfait aux conditions d'accès spécifiques:

- Avocat
- Notaire
- Magistrat
- Directeur de service juridique
- Responsable juridique au sein d'une entreprise
- Conseiller juridique
- Responsable de rédaction en matière d'édition juridique
- Enseignant chercheur à l'Université

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 3 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 497 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	5 584
Jugés difficiles à recruter	33 %
Emplois saisonniers	11 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur).

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002).

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/7349/>